

Université de Caen Normandie

CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2017-2020** **Préparation d'une thèse de doctorat**
Sujet de thèse : « Le principe d'égalité des usagers du service public et l'interdiction des discriminations pour les entreprises privées non gestionnaires de service public », sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI, Professeure à l'Université de Caen Normandie
Centre de Recherche sur les Droits fondamentaux et les évolutions du Droit (EA 2132)
Université de Caen Normandie
- 2015-2016** Master 2 Droit et Administration des Organisations Publiques
Mention Bien – Major de promotion
Sujet de mémoire : « L'imputabilité en droit administratif ».
Université de Caen Normandie
- 2014-2015** Master 1 Carrière Publique
Université de Caen Normandie
- 2011-2014** Licence de droit public
Université de Caen Normandie

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

2021-2022

ATER

Université de Caen Normandie

- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. BOTTINI et J.-M. LARRALDE (semestre 1, 4 groupes, soit 64 heures)
- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 2, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de D. CUSTOS (semestre 1, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de D. CUSTOS (semestre 2, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 1, 1 groupe, soit 16 heures)
- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 2, 1 groupe, soit 16 heures)

2020-2021

ATER

Université du Havre

- **Libertés publiques**, Licence de droit, 3^{ème} année, sous la direction de G. LEBRETON (semestre 1, 2 groupes soit 32 heures)
- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de M. CHARITÉ (semestres 1, 2 groupes soit 32 heures)

Droit constitutionnel, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de M. CHARITÉ (semestres 2, 2 groupes soit 32 heures)

Vacations

IUT Grand Ouest Normandie

- **CM de Droit administratif**, GEA, 2^{ème} année (semestre 2, 15 heures)

2019-2020

Doctorant contractuel avec mission d'enseignement

Université de Caen Normandie

- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de D. CUSTOS (semestre 1, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit administratif**, Licence de droit, 2^{ème} année, sous la direction de D. CUSTOS (semestre 2, 2 groupes, soit 32 heures)

2018-2019

Doctorant contractuel avec mission d'enseignement

Université de Caen Normandie

- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 1, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 2, 2 groupes, soit 32 heures)

2017-2018

Doctorant contractuel avec mission d'enseignement

Université de Caen Normandie

- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 1, 2 groupes, soit 32 heures)
- **Droit constitutionnel**, Licence de droit, 1^{ère} année, sous la direction de E. SAILLANT-MARAGHNI (semestre 2, 2 groupes, soit 32 heures)

PUBLICATIONS

- M. PENITOT, « Le risque de sur-modération peut porter atteinte à la liberté d'expression », *in* « Chronique de jurisprudence des droits numériques 2019-2020 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* n°19, 2021.
- M. PENITOT, « Constitutionnalité sous réserve de la loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information : conciliation du principe de sincérité du scrutin avec les libertés constitutionnelles dans leur exercice numérique », *in* « Chronique de jurisprudence des droits numériques 2017-2018 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* n°17, 2019, p. 217 à 231.
- M. PENITOT, « Inconstitutionnalité de l'interdiction des correspondances des prévenus en détention provisoire : entre droit au recours effectif et droit respect de la vie privée », *in* « Chronique de jurisprudence constitutionnelle française 2018 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* n°17, 2019, p. 203 à 216.
- M. PENITOT, « Inconstitutionnalité des contrôles d'identité et des fouilles dans le cadre de l'état d'urgence », *in* « Chronique de jurisprudence constitutionnelle française 2018 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* n°16, 2018, p. 159 à 174.